

TURQUIE

Les généraux mis au pas



Islam ou laïcité? La réalité turque dépasse, comme l'ont démontré les dernières élections, ce dualisme simpliste.
(photo: Mohamed Nanabhay/flickr)

Face à une gauche kémaliste qui a négligé la question sociale, l'AKP islamisant a brillamment remporté les élections législatives et rempile pour cinq ans.

"Les propriétaires terriens sont au parlement, les paysans sont dans la rue", un slogan parmi d'autres lors d'une manifestation organisée par les habitants de Sinan, un petit village de 2.000 âmes dans la circonscription électorale de Diyarbakir. Pour dénoncer la confiscation de leurs terres par de grands propriétaires terriens et des conditions de vie quasi-féodales, les villageois ont boycotté les élections du 22 juillet. Ils ne sont pas les seuls. Dans la circonscription électorale de Chani-surfa, le village d'Ichidar (3.500 habitants) a refusé de voter pour protester contre le manque d'infrastructures éducatives et sanitaires dans la région. Mais ces boycotts, certes marginaux, n'ont pas été limités à des régions de l'est du pays. Dans la province de Manisa, qui avoisine celle d'Izmir, les électeurs du village de Kabazli ont boycotté le scrutin pour dénoncer la construction d'une décharge de déchets solides. Selon le porte-parole des villageois, Oktay Onar, "la conscience environnementale se développe en Turquie, surtout dans les villages. A Kabazli, les villageois font usage de leur droit démocratique en ne votant pas et en s'opposant ainsi à la construction illégale d'une décharge de déchets solides à proximité de leur village."

Il s'agit de quelques exemples de désobéissance civique - le vote est obligatoire en Turquie - qui permettent de mieux comprendre les pro-

blèmes concrets de la population rurale, d'une part la prise de conscience des problèmes écologiques dans l'ouest développé et, d'autre part, les luttes d'un autre âge qui continuent à marquer la vie dans l'est appauvri.

AKP trompeur

Somme toute, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), d'inspiration islamiste, au pouvoir depuis quatre ans et demi, a été le seul des grands partis politiques à avoir vaguement abordé ces thèmes lors de la campagne électorale, bien qu'il se soit avant tout contenté de louer son bilan gouvernemental et sa gestion des affaires publiques, tout en se présentant, surtout dans le sud-est du pays, à majorité kurde, comme le défenseur de la société civile et de la démocratie face à l'arbitraire de l'armée et de l'establishment kémaliste. En obtenant 46,59 % des voix à l'échelle nationale et en cartonnant dans le sud-est, rivalisant ainsi avec les candidats indépendants proches du parti pro-kurde, le Parti de la société démocratique (DTP), il a réussi son pari. Le DTP, des ONG et les nombreux partis de la gauche antilibérale ont essayé de contester le bilan de l'AKP sur les droits démocratiques - en près de cinq ans de pouvoir et malgré une majorité absolue au parlement, l'AKP n'a pas démocratisé le fonctionnement de l'Etat - mais en vain. Ni les grands partis, ni même les

principaux médias n'ont relayé leurs inquiétudes pour tant fondées.

Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), qui, lui aussi, aurait dû attaquer les politiques néolibérales du gouvernement et exposer leurs conséquences, tout en s'interrogeant publiquement sur les liens malsains de l'AKP avec certains hommes d'affaires islamistes en Turquie et à l'étranger, a préféré surfer sur la vague nationaliste et laïciste provoquée par l'intervention de l'armée dans le débat public en avril dernier. Bien qu'il ait réussi à augmenter son pourcentage électoral d'un point (20,86 %), il a perdu de nombreux députés en faveur du Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'extrême droite, qui a profité de l'hystérie nationaliste et "antiterroriste" de ces dernières semaines et est ainsi devenu le troisième parti représenté au parlement avec 14,29 % des voix. Il faut cependant noter, qu'au contraire de l'AKP, le CHP et le MHP sont presque inexistants dans le sud-est du pays, le CHP étant surtout implanté à l'ouest et le MHP en Anatolie centrale. Les candidats indépendants soutenus par le DTP ont, comme prévu, été plébiscités dans les régions kurdes et ont obtenu 23 députés avec le soutien du Parti du Travail (EMEP), dans le cadre d'une coalition électorale répondant au doux nom de "Les candidats des 1000 espoirs". Le DTP avait pris la

décision de présenter des candidats indépendants. En tant que parti politique, il n'avait guère d'espoir de franchir le barrage de 10 % à l'échelle nationale pour être représenté au parlement.

D'un point de vue démocratique, le nouveau parlement sera plus représentatif que le parlement sortant puisque 85 % des votants seront représentés. L'AKP avec ses 340 députés devrait former un nouveau gouvernement dans les jours qui viennent. Le CHP a réussi à faire élire 112 députés et le MHP 71. A noter aussi la présence de 49 femmes dans la nouvelle assemblée - un record -, dont plus de la moitié (28) sont issues de l'AKP et neuf du DTP.

Un des principaux enseignements de la campagne électorale est que le CHP, qui, malgré la dérive militaro-nationaliste de sa direction continue à être membre de l'Internationale socialiste, a été incapable de représenter les intérêts et d'articuler les inquiétudes des classes populaires. Les chiffres sont flagrants. Une enquête réalisée par l'agence de sondage Konada, dont le pronostique concernant le résultat des élections s'est avéré juste, montre que 55 % de la population dans la catégorie "pauvre" a voté pour l'AKP, alors qu'ils ne sont que 8 % à avoir voté pour le CHP. Par contre, 50 % des électeurs catégorisés comme "riches" ont voté pour le parti kémaliste. Ils ne sont que 23 % à avoir voté dans cette catégorie pour le parti d'Erdogan. Pour ce qui est des classes moyennes, 45 % ont voté pour l'AKP et seulement 22 % ont accordé leur confiance au CHP. Ces statistiques donnent raison au Premier ministre Tayyip Erdogan qui a mené sa campagne, en partie, en mettant en avant l'identité sociale-démocrate de l'AKP et en affirmant que le CHP était le parti des élites. Ce n'est rien de nouveau. De nombreux militants de base du CHP, actifs dans des ONG et les syndicats, dénoncent depuis longtemps la droitisation de leur parti. Vu les réactions assez kafkaesques de l'équipe dirigeante après l'annonce des résultats, il ne semblerait pas qu'il y ait de changement d'orientation politique dans un avenir proche.

Des électeurs "irresponsables"

Alors qu'au soir des élections, les mandarins catastrophés du CHP déploraient l'irresponsabilité et la naïveté des électeurs, Erdogan faisait un discours où il louait les institutions démocratiques et promettait que son gouvernement allait être le garant de la société civile et de la démocratie, tout en affirmant son attachement aux principes laïques de la république. Son discours prônait le dialogue

avec tous les secteurs de la population et du système politique.

L'ouverture était également à l'ordre du jour chez les 23 députés indépendants issus du Parti de la société démocratique. Il se pourrait bien que l'AKP ait besoin de leur soutien pour assurer un quorum au parlement lors de l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu d'ici deux semaines, sans quoi le parlement devrait s'auto-dissoudre et il y aurait de nouvelles élections.

Quoiqu'il en soit, les élus indépendants, qui vont réintégrer leur parti et former un groupe parlementaire représentent, avec Ufuk Uras, le président du Parti de la Liberté et de la Solidarité (gauche antilibérale), élu à Istanbul, une lueur d'espoir dans ce parlement très à droite.

Il reste à voir comment réagira l'armée, puisque la population vient de lui opposer une fin de non-recevoir. Malgré l'intervention des généraux qui dénonçaient à la fois l'islamisme rampant de l'AKP et "tous ceux qui s'opposent à la conception 'Heureux qui se dit turc' du grand fondateur de la république, Atatürk", les électeurs ont réélu le parti au pouvoir et ont envoyé au parlement les candidats soutenus par le DTP, et ce malgré une campagne diabolisatrice dans les médias, l'interdiction à une semaine des élections du quotidien Gündem, proche du parti et des politiques intimidatrices de l'armée et de la gendarmerie dans les villages kurdes. Malgré la montée de l'extrême droite nationaliste et de thèmes sécuritaires lors de la campagne, le résultat des élections témoigne, quoiqu'on puisse penser de l'AKP, d'un sursaut démocratique de la population. Dans son discours triomphal, Erdogan rappelait qu'aucun parti au pouvoir n'avait été réélu en augmentant son pourcentage des votes depuis la réélection d'Adnan Menderes en 1954. Nul doute que le Premier ministre était conscient de la force évocatrice de cette comparaison. Le Premier ministre conservateur Adnan Menderes fut condamné à mort après le putsch militaire de 1960 et exécuté le 17 septembre 1961.

Laurent Mignon

Laurent Mignon
enseigne la littérature turque
à l'Université de Bilkent
à Ankara.